

L'économie solidaire s'offre un mois de visibilité

Pour la septième année, l'économie sociale et solidaire, qui regroupe 1 salarié alsacien sur 10, multiplie les initiatives pour se faire connaître du grand public et reconnaître par ses partenaires institutionnels.

« **M**ois de l'économie sociale et solidaire, 7^e édition ». Ce rendez-vous d'automne devenu traditionnel avec son foisonnement sympathique de manifestations a été présenté hier à Strasbourg par le président de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS), Frédéric Deck.

Pour en parler, les organisateurs avaient choisi le théâtre très approprié des locaux d'Envie, association d'insertion économique et sociale par la rénovation d'appareils électroménagers et le recyclage de déchets électriques et électroniques qui fête, justement, ses trente ans d'existence le 30 octobre prochain. Et dont on a rappelé hier qu'elle est née en 1984 d'un essaimage d'Emmaüs à Strasbourg, avec aujourd'hui un déploiement national.

« La loi dite Hamon représente aussi un potentiel levier de développement pour les chambres régionales de l'économie sociale et solidaire ».

« Le mois de l'économie sociale et solidaire fédère plus de 86 manifestations en Alsace, portées par cent organisateurs. La moitié de ces rendez-vous est plutôt destinée à des professionnels, l'autre moitié au grand public. Sur plus d'un mois, jusqu'au 5 décembre, nous allons montrer toute la diversité de ce secteur de l'économie », affirme Frédéric Deck.

L'ESS se distingue de l'économie purement marchande par la mise en œuvre de trois principes : la solidarité, la démocratie et l'innovation en ayant pour but de replacer, autant que possible, la personne « au cœur de l'économie ». En résulte un regroupement d'entités relativement hétérogène. Il s'incarne dans des coopératives, plus de 1000 en Alsace, des mutuelles, des associations (près de 4300 établissements) et des fondations. En Alsace, on estime globalement ce poids socio-économique à 5616 établissements employeurs, occupant un peu plus de 69000 salariés, dont 48000, soit à peu près 70 % pour les seules associations. Quelque 1700 emplois ont été créés de 2007 à 2012. À l'échelle française, ce sont plus de 220000 établissements employant 2,341 millions de salariés, soit cinq fois plus d'emplois que dans le secteur automobile.

Lancement de la monnaie locale Stück

Comme tous les Alsaciens les savent, le secteur mutualiste est très dominant dans les services bancaires et l'assurance, en risque divers comme dans la prévoyance et la santé. En France, 60 % des dépôts en banque et 20 millions de sociétaires relèvent de l'économie sociale et solidaire. L'année 2014 est à marquer d'une pierre blanche dans le long cheminement de cette forme d'économie, qui est aussi une vision du monde. En effet a été votée



Dans l'atelier de tri de déchets électriques et électroniques d'Envie, à Strasbourg. PHOTO DNA - LAURENT REA

l'été dernier une loi dédiée, dont il reste à publier bon nombre de décrets. « Cette loi donne plus de visibilité au secteur en le définissant, dans son article 1. Elle représente aussi un potentiel levier de développement pour les chambres régionales de l'économie sociale et solidaire dont les missions pourront s'assimiler à celles des chambres consulaires. Nous devons cependant être très

vigilants sur les outils et les moyens qui seront mis à notre disposition pour exercer ces missions », observe le président de la CRESS Alsace. La nouvelle loi traite de nombreux points, concernant la sécurisation juridique des subventions, la reconnaissance des coopératives d'activité et d'emploi ou la création des Scop d'amorçage, précise Marc Bignon, délégué général adjoint de

la CRESS Alsace.

Dans l'énorme bouquet coloré des manifestations programmées principalement dans les grandes villes, on notera le 15 novembre à Ungersheim la rencontre interrégionale des monnaies locales complémentaires dans le cadre du 10^e Festival éco-équitable. Et le 4 décembre à Strasbourg la présentation au public du design des premiers billets libellés en

Stück, monnaie locale dont le lancement est prévu début 2015 après une campagne de collecte de fonds portant sur un objectif de 10000 euros. Car le secteur solidaire comme l'ensemble de l'économie a besoin de carburant pour progresser. »

ANTOINETTE LATHAM

► Le détail du programme sur le site www.cress-alsace.org

Communauté et différences à travers le Rhin

Un colloque hier a permis d'examiner ce qui différencie et ce qui rapproche l'économie sociale et solidaire de part et d'autre du Rhin.

« AU-DELÀ DES DIFFÉRENCES réelles entre l'Allemagne et la France, ce qui rapproche l'économie sociale et solidaire de part et d'autre du Rhin est l'ancrage local mais aussi la place de l'homme. Dès qu'on respecte l'homme, les passerelles existe entre le social et l'économique. Le point commun, la clé, c'est l'homme... Sinon, on se perd ! », a commenté en substance le préfet de Région Alsace Stéphane Bouillon hier soir dans un hémicycle du Parlement. Le président en exercice de la Conférence du Rhin supérieur concluait ainsi une journée d'échanges entre acteurs publics, associatifs et privés français, suisses et allemands sur le thème de l'économie sociale et solidaire. Si les notions de coopérative ou de mutuelle sont très voisines d'un pays à l'autre, les structures mêmes de chaque pays, très décentralisées en Allemagne où la subsidiarité est reine, plus centralisées en



Frédéric Deck, porte-parole de l'économie sociale et solidaire alsacienne. PHOTO DNA - LAURENT REA

France, influencent le développement et la définition même du rôle social de l'économie.

« En avance sur son temps »

On entendait d'ailleurs hier à la tribune Holger Hoffmann, responsable de la diaconie de l'Église évangélique du Bade-Wurtemberg évoquant tout naturellement l'œuvre de bienfaisance, alors que cette dimension ecclésiale n'était pas présente côté français. D'ailleurs le ministre du Land Peter Friedrich, et le dirigeant

de la fédération des coopératives Ansgar Horsthemke, ont convenu que les frontières sont assez floues en Allemagne entre le tiers secteur et l'économie marchande traditionnelle. Certaines des plus grandes affaires industrielles d'Allemagne sont contrôlées par des fondations, ce qui n'est pas courant en France. Du côté français, le président de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire Frédéric Deck, et la vice-présidente du conseil régional Claude Zuber, préférèrent parler de

« passerelles » entre les deux mondes, partant du principe qu'ils sont assez séparés. L'élue en charge du social à la Région a, du reste, rappelé les grands efforts qu'elle soutient pour faire se rencontrer ces deux mondes afin qu'ils se connaissent mieux : « Les uns et les autres ont la même envie, faire grandir les gens. L'économie sociale et solidaire était en avance sur son temps par le passé, elle est toujours aujourd'hui. Imaginons notre territoire sans ses mutuelles, sans ses associations ? Je suis très optimiste car l'économie sociale et solidaire a toujours une longueur d'avance ! » C'est sans doute aussi un point d'accord avec les Allemands. Holger Hoffmann comme Peter Friedrich ont convenu que l'économie sociale avance, crée des emplois, qualifie son personnel, innove et s'adapte à la mondialisation, aux besoins des gens et à l'évolution de la démographie. Et Ansgar Horsthemke a souligné que le secteur bancaire mutualiste, malgré la petite taille de certains établissements, s'est sorti de la crise financière « sans demander l'aide des pouvoirs publics ».

L'économie sociale et solidaire en lumière

Près de 90 manifestations sont prévues pour la 7^e édition du Mois de l'économie sociale et solidaire (ESS) jusqu'au 5 décembre. L'occasion de faire un focus sur un pan de l'économie qui représente 10,6 % de l'emploi en Alsace.

Fabienne Delaunoy

Organisé par la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (Cress) d'Alsace, comme partout en France, le mois de l'ESS a pour but de sensibiliser le grand public à ce secteur mal connu et très divers. « L'ESS est large : elle regroupe à la fois des acteurs de la distribution, de l'agriculture, de la banque, des services à la personne, etc. dans une vision économique plus humaniste. Tous ne font pas de l'insertion mais déploient un mode de gérance démocratique et durable à lucrativité limitée où il n'y a pas d'actionnaires à rémunérer », précise Marc Brignon, délégué général adjoint à la Cress d'Alsace.

69 000 salariés en Alsace

« La première loi-cadre sur l'ESS votée cet été donne plus de visibilité à notre secteur, se réjouit Frédéric Deck, président de la Cress Alsace. Les chambres régionales sont reconnues comme de véritables interlocuteurs à côté des chambres consulaires. Cette loi consacre également un mode d'entreprendre s'appuyant sur des valeurs communes qui ont comme objectif la transformation sociale. » Cependant, Frédéric Deck s'est dit « vigilant » quant aux décrets d'application « qui ne devront pas être contraires à l'esprit de la loi » et aux moyens financiers donnés à la Cress pour ses nouvelles attributions.



Le magasin de vente de l'association d'insertion Envie a déménagé au début de l'année à Illzach. Photo L'Alsace/Dom Poirier

Cette reconnaissance était attendue par les acteurs alsaciens de l'ESS, qui, comme en France, représente 10 % de l'emploi. Dans notre région, 5616 établissements sur 220 000 en France (coopératives, mutuelles, associations et fondations) emploient 69 023 salariés en Alsace. D'après les dernières enquêtes de l'Insee, le nombre de salariés de l'ESS a augmenté de 4,4 % entre 2007 et 2012, soit plus de 1700 emplois créés.

Le Mois de l'ESS participe aussi à cette valorisation du secteur. 2000 participants sont attendus, comme tous les ans, aux manifestations programmées dans toute l'Alsace en partenariat avec les ac-

teurs du secteur. Des manifestations à destination du grand public et des scolaires mais aussi des professionnels qui s'interrogent sur les enjeux de cette économie « *différente* » selon Frédéric Deck.

Ainsi, l'association Envie (réparation d'appareils électroménagers et gestion des déchets électriques et électroniques), née à Strasbourg et qui fédère 45 magasins dans toute la France, dont Mulhouse et Colmar, organise une journée portes ouvertes le 30 octobre. Des cafés à projet sur le thème « Entreprendre dans les métiers du bâtiment » sont aussi proposés par la coopérative d'activité et d'emploi Coobâtir et Start Hop, du 4 au

25 novembre, notamment à Wintzenheim, Bellemagny, Thann, Cernay, Village-Neuf et Bartenheim. À Wittenheim, L'Atelier du beau ouvrira ses portes, du 12 au 15 novembre, pour une braderie de meubles relookés. Une journée de sensibilisation « Achats responsables » sera par ailleurs organisée le 14 novembre par la Chambre de consommation d'Alsace et Unis-Cité à Mulhouse.

« Notre volonté était d'organiser des événements à la fois en milieu urbain et rural », conclut le président de la Cress Alsace. Pour toucher un maximum de personnes.

SURFER www.cress-alsace.org